

National 3

Sombres perspectives pour les locataires

Queer 7

Chemsex: sujet politique?

International 10

France: les braises de la colère!

International 11

Collision néolibérale en Grèce: 57 mort-e-s

Édito

CONTRER LE DISCOURS RACISTE ET RÉACTIONNAIRE DE L'UDC

Le 18 mars, plus de 700 personnes se sont réunies à Genève, contre les idées réactionnaires de l'UDC qui tenait ce même jour un congrès à Meyrin. Parce qu'il était hors de question de laisser les idées nauséabondes anti-étranger-ères,

anti-féministes, anti-écologistes, anti-pauvres de l'UDC se répandre sans contestation!

La police n'a pas ménagé ses efforts: contrôles d'identité, routes bloquées, etc. Au moment où le cortège s'est élancé, des tirs de lacrymogènes et des balles

en caoutchouc ont accueilli les militant-e-s, qui n'ont eu d'autre choix que de revenir en arrière.

Sans surprise, les médias se sont focalisés sur la forme (manifestation non-autorisée), plutôt que sur les violences bien réelles qui résultent des

politiques de l'UDC. Rappelons par exemple son opposition au mariage pour touxtes et à la facilitation du changement de sexe à l'état civil pour les personnes trans*, ses différentes lois contre la prise en charge des enfants par l'État, et aujourd'hui sa double initiative contre l'avortement.

Des offensives également contre les travailleurs-euses en refusant le salaire minimum, ou encore en soutenant la réforme AVS 21. ➔

National

5

RACHAT DE CREDIT SUISSE: LEUR URGENCE ET LA NÔTRE

Le parti « agrarien » défend une orientation politique ultralibérale, opposée à toute régulation du marché de l'emploi afin de laisser toute liberté d'agir au patronat.

Par-dessus tout, la violence de l'UDC se perçoit dans ses discours envers les personnes étrangères, avec pour but de rendre les conditions d'accueil de plus en plus difficiles et indignes. Récemment, l'UDC a d'ailleurs annoncé vouloir supprimer le droit de demander l'asile. Depuis quelques décennies, les personnes musulmanes sont également ses cibles privilégiées, en témoignent les attaques sur les femmes musulmanes (burqa, burkini, etc) et ses amalgames entre Islam et extrémisme.

Le tableau serait incomplet si l'on omettait d'évoquer le rôle de l'UDC dans la catastrophe écologique. Le parti agit encore comme un relai politique central de la stratégie du doute sur les conclusions des scientifiques à propos du rôle des activités humaines sur le climat. De nombreux·ses élu·es UDC multiplient les déclarations climatosceptiques, relayant ainsi la communication de l'industrie pétrolière.

L'UDC a même réussi à porter Albert Rösti au Conseil fédéral, bien qu'il soit un lobbyiste reconnu de l'automobile et du pétrole, fervent défenseur du mazout, qui n'a cessé d'agir pour freiner la transition énergétique.

Si l'UDC peut étaler ainsi sa propagande écœurante, c'est d'abord parce qu'il s'agit d'un parti bourgeois avec des moyens considérables. Mais c'est aussi parce que ses discours racistes et islamophobes servent les objectifs de toute la bourgeoisie.

La droite peut ainsi soigner sa respectabilité en condamnant les pires propos de l'extrême droite, tout en mettant en place un système d'asile criminel ou en soutenant la police qui brutalise les plus pauvres, quand elle n'assassine pas tout simplement.

Faire barrage aux messages racistes, discriminatoires et climaticides de l'UDC n'a jamais été aussi nécessaire. On n'a plus le temps, créons le changement vers une politique antiraciste, égalitaire, inclusive et respectueuse des limites planétaires !

Aude Martenot

AGENDA

Genève

VE 24 MARS
FIN DU MONDE ET PETITS FOURS : COMMENT LES ULTRA-RICHES DETRUISENT LA PLANÈTE
Conférence-débat sur les stratégies des ultra riches face à la crise climatique et présentation de son livre par le politologue Edouard Morena
18h30 Salle du Cercle du Mail, Genève
Org.: Groupe écosocialiste, Grève du Climat, Enseignant·e·s pour le climat

SA 25 & DI 26 MARS
SALON DES DISPERSÉES
Éditions d'art et de pensée critique
10h - 18h Le Commun, Genève

ME 29 MARS
MANIFESTATION POUR ALIREZA
18h Place du Rhône, Genève

JE 30 MARS
FORCES POPULAIRES & DÉMOCRATIE AU BRÉSIL : ET MAINTENANT?
Table-ronde avec Graziella Moraes Silva, Maimouna Mayoraz et Armelle Endres
18h Place du Rhône, Genève

Neuchâtel

ME 15 AVRIL
LA MARCHE BLEUE
Étape de la marche pour le climat de Genève à Berne
10h - 17h Neuchâtel

Vaud

MA 25 AVRIL
ÉVOLUTION DU CAPITALISME ET SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE ACTUELLE
Conférence-débat avec l'économiste Jean-Marrie Harribey
20h Pôle Sud, Lausanne

NATIONAL SA 13 MAI

JOURNÉE FÉMINISTE INTERNATIONALISTE

LA GRÈVE FÉMINISTE, UN OUTIL DANS LES LUTTES ACTUELLES. AVEC DES MILITANT·ES ENGAGÉ·ES NOTAMMENT DANS LES LUTTES EN FRANCE, AU MEXIQUE, EN UKRAINE OU EN IRAN

13 H - 17 H LA FRATERNITÉ, LAUSANNE

ÉLECTIONS CANTONALES GENEVOISES

DERNIER MOMENT POUR VOTER → LISTE 6 ENSEMBLE À GAUCHE SOLIDARITÉS-DAL-PARTI DU TRAVAIL

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum	Tirage
17 n° par an	5 000 exemplaires
Éditeur	Journal solidarités
Case postale 2089	1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40	E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal	
Comité éditoriel	Clara Almeida Lozar
Nadia Badoui	Clément Bindaschneider
Margaux Long	Pierre Raboud
Neémie Reutsch	José Sanchez
Thomas Vachetta	Antoine Volki
Relecture	Luna Allou
Nathalie Delbrouck	Anouk Essyad
Clara Fontalaz	

Abonnements	Annuel	fr. 80
Étudiant·e·s, chômeur·se·uses, AVS/Al...	3 mois à l'essai	40
Maquette et mise en page	Gratuit	150
Couverture	CCP 17-216950-1	
Niels Wehrspann,	IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1	
Niels Wehrspann,		
avec Behdikt Samini		

Contacts régionaux du mouvement	Genève	Fribourg/Freiburg	Neuchâtel	Vaud
25, rue des Gares	Case postale 2089	Case postale 532	Case postale 3105	5 place Chauderon
1211 Genève 2	E fribourg@solidarites.ch	1701 Fribourg	2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
T +41 22 740 07 40	E info@solidarites.ch		T +41 77 502 79 53	T +41 79 302 38 34
E info@solidarites.ch			E ne@solidarites.ch	E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve			W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/naud

SOMBRES PERSPECTIVES POUR LES LOCATAIRES

La majorité de droite au Conseil national durcit le droit du bail pour les locataires. L'ASLOCA se tient prête au lancement d'un double référendum.

La crise du logement fait rage. La Suisse subit un regain de la pénurie de logements. Le taux de vacance diminue et, selon toute vraisemblance, la situation devrait empirer ces prochains mois. À cela s'ajoute l'inflation qui pèse déjà lourd sur des locataires qui voient leurs charges exploser.

Pour endiguer la hausse des prix, la Banque nationale suisse a décidé une augmentation des taux directeurs. Celle-ci sera très probablement reportée sur les taux hypothécaires. Les propriétaires et bailleurs-resses auront alors la possibilité de reporter cette hausse sur les loyers.

C'est dans ce contexte déjà tendu que les lobbies immobiliers et leurs relais au parlement fédéral passent à l'offensive pour détricoter le droit du bail. Le 7 mars dernier, le Conseil national a accepté deux initiatives parlementaires attaquant les droits des locataires.

Des résiliations de bail facilitées

Premièrement, le Conseil national a accepté, par 108 voix contre 83, l'initiative parlementaire « Empêcher les sous-locations abusives » déposée par l'ancien élu Hans Egloff (UDC, ZH), président de l'Association suisse des propriétaires fonciers, organisation faîtière des propriétaires de logements et des bailleurs-resses en Suisse. Selon ce projet, les sous-locations seraient soumises à l'accord écrit de la partie bailleuse et limitées à une durée maximale de deux ans. De plus, les « inconvénients majeurs » pour le-la bailleur-resse pourraient motiver un refus de la sous-location. Le

non-respect de ces nouvelles dispositions par le-la locataire pourrait être invoqué comme motif de résiliation extraordinaire du bail.

Or, comme le rappelle à juste titre l'ASLOCA, association suisse de défense des locataires, la sous-location est une pratique courante et particulièrement utilisée chez les étudiant-e-s ou lors de déplacements de longue durée. Elle peut également permettre à des personnes précaires d'accéder à un logement sans avoir à répondre aux exigences et attentes démesurées des propriétaires.

De manière totalement disproportionnée, un simple oubli dans la procédure de demande d'accord pour une sous-location pourrait mener à une expulsion, précarisant ainsi la situation de milliers de locataires. Ce projet de modification a passé la rampe alors même que le Conseil fédéral proposait de le rejeter. « *Les motifs de résiliation ordinaires et extraordinaires qui se trouvent dans le droit en vigueur sont suffisants* » soulignait le conseiller fédéral UDC Guy Parmelin.

Le second objet, accepté par 114 voix contre 79, vise à faciliter la résiliation du bail pour besoin propre. Les conditions relatives à l'urgence du besoin sont assouplies. Or, celles-ci ne sont pas clairement définies et laissent courir le risque d'abus des propriétaires. Une résiliation de bail pour besoin propre pourrait être un subterfuge pour relouer le logement plus cher. À nouveau, le Conseil fédéral s'est opposé à cette modification « *injustifiée* » et « *disproportionnée* », selon les mots de Guy Parmelin.

Vers un double référendum

En somme, ces deux modifications législatives, coup de force des propriétaires et milieux immobiliers, sont une atteinte directe aux droits de tou-te-s les locataires (61 % des ménages suisses selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique).

Les deux projets sont maintenant en attente de traitement par le Conseil des États. En cas d'acceptation par celui-ci, probablement lors de la session parlementaire de printemps, l'ASLOCA a d'ores et déjà annoncé son intention de lancer deux

référendums. Il sera particulièrement important de les signer et de les faire signer un maximum.

Après les résiliations, augmenter les loyers

Ces deux objets ne sont que les premières salves d'une stratégie de démantèlement du droit du bail. Plutôt qu'une refonte globale et unique du droit du bail risquant un référendum, les modifications sont proposées une à une et nécessitent alors autant de référendums que d'initiatives parlementaires. Ceci complique le travail des opposant-e-s, et demande plus de forces sur une plus longue durée.

Outre ces deux modifications facilitant les résiliations, deux autres initiatives parlementaires déposées par le même Hans Egloff sont en cours de traitement par la Commission des affaires juridiques du Conseil national. Elles ont pour objectif de faciliter les augmentations de loyer.

La première initiative restreint les possibilités de contestation du loyer initial par les locataires. Ils-elles devraient prouver qu'ils-elles ont été « *contraint-e-s de conclure le bail par nécessité personnelle ou familiale* ». La seconde initiative assouplit les critères pour apprécier si un loyer est abusif ou non selon les limites des loyers usuels dans le quartier. Cela faciliterait la tâche des propriétaires et bailleurs-resses dans la justification des augmentations de loyers.

Julien Nagel

Plus d'infos sur attaque-locataires-non.ch

Manifestation pour le droit au logement pour toute-x-s, Genève, 17 février 2023



Eric Roset



Manifestation «Tout le monde déteste l'UDC», Genève, 18 mars 2023

National Racisme

L'UDC MONTE UNE CABALE CONTRE LES PERSONNES DANS L'ASILE

La dernière polémique de l'UDC autour des personnes dans l'asile a été montée de toutes pièces. Bien qu'il y ait eu rectification, le mal est fait: les propos erronés se sont répandus dans les médias.

En ce début d'année électorale, l'UDC a ramené la question de l'asile au cœur du débat médiatique. Fin février, dans deux communes d'Argovie, des locataires ont reçu une lettre de leur commune leur indiquant qu'ils-elles allaient devoir quitter leur appartement afin que des requérant-e-s d'asile puissent y être accueilli-e-s.

Dans la missive, les autorités prétextent une obligation à se conformer aux directives des autorités fédérales, et notamment à respecter un quota d'accueil par commune, sous peine de sanctions financières. Et les médias, 20 minutes et RTS en tête, ont relayé cette information qui s'est diffusée comme une traînée de poudre.

Or, quelques jours plus tard, d'autres quotidiens investiguent et révèlent que l'histoire repose en réalité sur des mensonges. Première fausse information, la commune a déjà atteint son quota et n'est en rien menacée de sanctions. Seconde erreur, dans l'affaire très médiatisée de la commune de Windisch, le propriétaire des appartements

avait en fait décidé de les démolir. C'est en apprenant cette décision que le canton a proposé, en attendant les autorisations pour effectuer les travaux, d'utiliser les appartements vides pour y loger des requérant-e-s d'asile.

Ce sont des élu-es communales UDC qui ont envoyé aux locataires ces lettres trompeuses, déclenchant une large polémique. Et même si le conseiller d'État UDC argovien en charge de la migration a finalement présenté de pâles excuses (c'est son propre service qui a fait la proposition initiale au propriétaire, au détriment des locataires actuel-le-s), le mal est fait. L'UDC a eu un boulevard pour baver sa rhétorique raciste anti-migrant-e-s, les médias la relayer, et le grand public s'y accrocher.

Un sale jeu de l'UDC qui n'est pas nouveau

L'UDC pratique régulièrement cette technique d'allumer un feu pour pouvoir ensuite crier à l'incendie. Dans les années 2000, Christoph Blocher a mis en place

les conditions pour pouvoir dénoncer une prétendue «*crise migratoire*». Alors qu'il était conseiller fédéral, il a décrété que les ressources allouées dans le domaine de l'asile le seraient désormais sur la base de 10 000 demandes par année. Un chiffre établi sans lien avec la réalité : des années 1990 aux années 2010, ce sont entre 10 000 et 45 000 personnes qui ont demandé l'asile chaque année, au gré des événements géopolitiques.

Mais cette base de 10 000 a permis de contraindre les Cantons à supprimer leurs réserves de lits et à réduire les forfaits pour l'hébergement et l'encadrement. Et voilà comment l'UDC peut geindre chaque année que «*trop*» de personnes demandent l'asile par rapport aux capacités d'accueil de la Suisse.

D'ici aux élections nationales cet automne, il s'agira de rappeler le plus de fois possible qu'un accueil digne de toutes et tous est possible, pour contrer les mensonges de l'UDC !

Aude Martenot

CONTROVERSE : UN «POPULISME DE GAUCHE», PAS TRÈS ORIGINAL...

Le mensuel *Voix Populaire* de février 2023 présente un essai de Jean-Marie Meilland, *La politique des sentiments : plaider pour un vrai populisme de gauche* (2022), qui défend des thèses très contestables. Selon Meilland, «*les dirigeants de la gauche mettent par trop l'accent sur les combats sociétaux et non sociaux, comme les luttes antiracistes ou LGBT*». Il oublie que le capitalisme engendre l'exploitation, mais aussi l'oppression sur divers aspects (discrimination raciale, de genre ou d'orientation sexuelle).

Pour celui-ci, la classe ouvrière est essentiellement titulaire du passeport suisse. Il faudrait tenir compte de ses «*inquiétudes, parfois fantasmées, mais légitimes, face par exemple au risque d'afflux de travailleurs étrangers ou à l'islamisme*». Et de surenchérir : «*Face au comportement inadéquat d'une minorité de réfugiés, les politiciens de gauche ne doivent pas se taire par crainte d'être accusés de sympathies racistes*».

Malheureusement, les idées de Meilland ont déjà été appliquées. Ainsi, en 1957, Willi Ritschard (alors parlementaire et futur conseiller fédéral «*socialiste*») dénonçait «*l'emprise étrangère sur le marché du travail*». À cette époque, la xénophobie de la bureaucratie syndicale a engendré les votes de 55 % des membres de l'USS, en 1970, pour la première initiative xénophobe !

Meilland fait preuve d'indulgence envers la xénophobie contemporaine. Ses thèses n'aident nullement à susciter et à renforcer l'unité nécessaire entre les exploité-e-s et les opprimé-e-s de ce pays.

Hans-Peter Renk



Action devant une succursale de Credit Suisse, Genève, 20 mars 2023

National Écologie SAUVER UNE BANQUE OU LE CLIMAT?

LEUR URGENCE ET LA NÔTRE

« Si la terre était une banque, cela fait longtemps qu'on l'aurait sauvée ». Ce slogan de la Grève Climat trouve tout son sens après les annonces du Conseil fédéral et de la Banque nationale suisse du déblocage de 259 milliards pour sauver le Crédit Suisse et assurer son rachat par l'UBS.

Lorsqu'il s'agit des banques, des réunions extraordinaires du Conseil fédéral ont lieu tous les jours, des émissions spéciales tous les soirs et une utilisation flexible des lois et des milliards. Jamais lorsqu'il s'agit de l'avenir de l'humanité...

Voilà le scandale. Durant des années, Credit Suisse (CS) a pour suivi le profit à tout prix, entraînant des scandales de corruption, des violations des droits humains et l'aggravation de la crise climatique. Aujourd'hui, Credit Suisse est sauvé avec de l'argent public. Selon la politique de privatisation des profits et socialisation des pertes.

CS est en crise structurelle depuis longtemps à cause de la recherche du profit à court terme et du manque de régulation. Du-

rant cette dernière décennie, les scandales se sont enchaînés. Pour l'exploitation d'un gigantesque gisement de gaz, la banque a fait plonger le Mozambique dans une crise de la dette publique. L'hébergement par CS de fonds de client-e-s sulfureux-ses – dont des dictateurs – a été confirmé par l'enquête « Swiss Secrets ». CS et ses actionnaires majeurs saoudiens et qataris ont soutenu massivement le fracking, au Texas et au Nouveau Mexique par exemple, avec des conséquences catastrophiques dans le monde entier.

Les marchés et leur « confiance »

La crise de CS dévoile le fonctionnement du système capitaliste, qui sauve des banques plutôt que de les contrôler afin d'assurer le bien-

être commun. Dans ce système, l'unique paramètre pris en compte est la « confiance des marchés », c'est-à-dire celle de faire des profits. Et pour les rassurer, il faut agir vite (avant l'ouverture des bourses le lundi matin !), ce qui rend impossible l'exercice démocratique, qui demande du temps. Les accords conclus durant cette crise ont été élaborés dans la plus complète opacité, alors que la population suisse devient la garante des risques engendrés par le rachat de CS.

L'injustice sociale est saillante lorsqu'on se rappelle que selon le même Conseil fédéral, il était totalement impossible de financer d'un ou deux milliards supplémentaires l'Assurance-vieillesse et survivants (AVS) sans augmenter l'âge du départ à la retraite des femmes (passé de 64 à 65 ans le 25

septembre dernier). Dans la même veine, il y a quelques jours, le 16 mars, les mêmes qui louent l'accord de sauvetage de Credit Suisse ont fait passer une réforme des caisses de pension qui va diminuer ce que touchent la majorité des rentiers-ères. Une « économie » de deux à trois milliards qui permet au passage de maximiser les profits des assureurs privés. Alors oui, quand on sait que la BNS peut en une nuit prêter 100 milliards à CS et que la Suisse est incapable de trouver 13 milliards de dollars par an pour financer la neutralité carbone en 2050, on peut trouver cela ahurissant.

Prêt sans condition

Des conditions auraient pu être posées à ce sauvetage : transparence dans l'utilisation des fonds et directives socialement justes et climatiquement soutenables (à minima en respectant les accords internationaux signés par la Suisse sur le climat et la biodiversité).

Dans l'urgence, le Conseil fédéral doit interdire à UBS de licencier ses employé-e-s car ce n'est pas à elles-eux de payer les pots cassés d'une politique axée sur la fraude fiscale internationale et le blanchiment d'argent sale à l'échelle mondiale.

Dans un deuxième temps, UBS doit mettre sur pied un plan de reconversion, pour les employé-e-s qui le souhaitent, vers des emplois, bancaires ou autres, mais qui soient socialement et écologiquement plus utiles que la gestion de fortune, qui n'est rien d'autre qu'un parasitisme permettant aux ultra-riches de devenir encore plus riches, notamment en ne payant pas, ou très peu, d'impôts.

In fine, le démantèlement du paradis fiscal suisse par la suppression du secret bancaire et des nombreux privilèges fiscaux accordés aux personnes physiques et aux entreprises, tant au niveau fédéral que cantonal, est la seule solution pour empêcher sérieusement les nuisances du système bancaire.

Avec l'absorption de Credit Suisse, l'importance qu'aura l'UBS dans l'économie suisse et mondiale sera démesurée. On ne peut laisser cette bombe à retardement demeurer une affaire privée orientée vers la recherche du profit maximum. L'UBS doit être placée sous le contrôle des pouvoirs publics, des salarié-e-s et des citoyen-ne-s pour être mise au service du plus grand nombre, notamment pour financer l'urgente et coûteuse transition écologique.

Myriam Grosse Thomas Vachetta

BIENVENUE EN INÉGALISTAN!

Un phénomène croissant sévit depuis plusieurs années dans notre canton: la grande précarité humaine augmente dans nos rues. Nous ne la percevons que par petites touches: un mendiant à la place Bel-Air, une personne dormant le long de la rue de Lausanne par une nuit glaciale ou encore une autre portant une pancarte «*j'ai faim*» sur le pont du Mont-Blanc.

Ces manifestations de la grande pauvreté ne constituent pourtant que la partie émergée de l'iceberg de la misère à Genève. Elle reste le plus souvent ignorée par la population et les autorités.

Des centaines de personnes se rendent quotidiennement dans des structures d'accueil de jour et de nuit pour obtenir un repas, une aide administrative, une coupe de cheveux gratuite ou simplement un endroit pour se reposer à l'abri des dangers de la rue. Malheureusement, les capacités sont limitées et de très nombreuses personnes n'obtiennent pas l'aide nécessaire ou dorment dehors, dans des parcs, sous les ponts, dans des caves ou dans des toilettes publiques. Ces personnes sont invisibilisées et n'ont pas le droit à la parole et encore moins à l'écoute de leurs problèmes. En tant que travailleurs et travailleuses sociaux·ales, nous tentons de relayer leur voix. Nous sommes confronté·e·s à des barrières institutionnelles et administratives très difficiles à franchir.

Les places d'hébergement d'urgence sont sous-évaluées et les lieux d'accueil constamment saturés. Nous estimons à minima que plus de 1000 personnes vivent en situation de sans-abrisme à Genève et seulement 500 places «d'urgence» sont proposées par les différentes institutions et associations. Que faire des 500 personnes dont le besoin vital d'avoir un toit sur la tête n'est pas couvert?

Raisons de la pauvreté actuelle

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation de grande précarité:

- ① l'accessibilité au logement est devenu très difficile. Il n'y en a pas assez et leurs

prix sont exorbitants. Le droit au logement est un droit constitutionnel qui se trouve en compétition avec le droit — et le pouvoir — des propriétaires et des régies à faire un maximum de profit;

- ② la crise du Covid a mis sur le carreau un grand nombre de personnes dont la situation à Genève, déjà précaire, permettait cependant de joindre les deux bouts en exerçant des petits boulots, notamment dans l'économie domestique ou dans la restauration. Elles se sont retrouvé·e·s asphyxié·e·s par la perte de ces revenus;
- ③ l'augmentation générale des prix ces derniers mois a mis une plus forte pression sur le porte-monnaie des personnes les plus précarisées;

- ④ la situation migratoire que l'on connaît actuellement en Europe ne va pas s'arrêter. C'est même le contraire qui se profile à l'avenir, en raison des changements climatiques qui vont mettre des millions de personnes supplémentaires en quête de survie sur les routes de l'exil. Nous devons être en mesure d'accueillir dignement ces personnes qui ont fui leur pays pour des raisons climatiques, économiques ou sociales.

Ce que nous avons réussi à faire avec les personnes ukrainiennes, nous avons la responsabilité de le faire pour toutes les personnes migrantes. Nous avons la responsabilité de faire changer certaines lois qui empêchent ces personnes

de prétendre à un travail digne, à un logement et à une situation humainement acceptable.

Splendeur et misère

Genève est une des villes les plus riches du monde dans l'un des pays les plus riches du monde. Nous y accueillons avec un tapis rouge les plus grandes fortunes mondiales et les sièges des plus grandes entreprises multinationales. Des transactions financières se chiffrent en milliards se font tous les jours ici, au cœur de la Genève internationale. L'argent qui en découle doit servir à accueillir dignement les personnes présentes sur notre territoire et non pas à permettre à une classe hyper-minoritaire de continuer à capter les richesses des pays dont sont souvent issues les personnes qui viennent chercher un abri à Genève.

Diverses entraves s'opposent à l'adéquation de la prise en charge du sans-abrisme: les moyens ne sont pas dirigés au bon endroit, l'attentisme, le manque de transparence des autorités gestionnaires des fonds publics (l'État, la ville de Genève, les communes genevoises), le racisme institutionnel qui prétend que seules certaines catégories de la population «méritent» de l'aide, le manque de moyens octroyés pour les structures et associations tant au niveau social que sanitaire, la priorité donnée au capital et à la garantie de ses avantages ainsi que le mépris de classe de la part des dirigeant·e·s politiques et économiques de notre canton.

Lucien Durand travailleur social

Nous devons faire changer les lois qui empêchent les réfugié·e·s d'accéder à un logement digne. Manifestation en hommage à Alireza, Genève, 8 décembre 2022.



Eric Roset

IL FAUT INDEXER PLEINEMENT LA FONCTION PUBLIQUE... ET LA DÉCLARATION FISCALE DE VALÉRIE DITTLI

« L'affaire Dittli » sonne comme la piètre reprise de l'affaire Broulis. Bref retour sur ce mauvais feuillet.

Ouverture. Le 3 mars, les Vaudois-e-x-s apprenaient que leur conseillère d'État aux finances, Valérie Dittli, n'avait jamais payé d'impôts dans le canton.

Épisode un : les Vaudois-e-x-s apprennent que Dittli a brièvement déménagé son domicile fiscal dans le canton pour se présenter aux élections municipales, puis s'est rapatriée à Zoug aussitôt après son échec, avant de revenir pour les élections cantonales.

Épisode deux : Dittli se donne à tort le titre de docteur en droit. Épisode trois : Dittli a enfreint les statuts de son propre parti, qu'elle avait elle-même co-rédigés et sur la base desquels elle sanctionne d'autres membres.

Épisode quatre : le Conseil d'État accepte de mandater une expertise fiscale indépendante, mais Valérie Dittli mandate son propre

fiscaliste qui va la défendre dans le Blick. Bref, Valérie Dittli paie son carriérisme, son opportunisme et la légèreté avec laquelle elle considère l'impôt auquel les Vaudois-e-x-s sont soumis-e-x-s.

Ce qui choque, et à juste titre, c'est que celle qui a pratiqué un tourisme fiscal, et économisé ainsi jusqu'à 20 000 francs, défende aujourd'hui un budget austéritaire pour le canton de Vaud (canton assis, pour rappel, sur 5 milliards de fortune) et participe à un Conseil d'État qui entend réduire les salaires réels des travailleur-euse-x-s de la fonction publique et parapublique avec l'indexation la plus basse de tous les autres cantons de Suisse romande. Avec 1,4 % d'indexation alors que l'inflation a atteint 5,6 % depuis janvier 2021, le Conseil d'État fait perdre 4,2 % de salaire aux fonctionnaires.



Manifestation pour la pleine indexation des salaires de la fonction publique, Lausanne, 9 février 2023

Question subsidiaire : qu'attendent donc les deux conseillères d'État socialistes et le conseiller d'État Vert pour rompre la collégialité, dénoncer publiquement Valérie Dittli, tout comme l'indexation à 1,4 % ? Les Vert-e-s et le PS ont accepté un budget de droite. Mais entre-temps, la fonction publique s'est massivement mobilisée contre la dégradation de son niveau de vie. Et maintenant l'affaire Dittli. Que leur faut-il de plus ?

Face à cette absence de prise de position quant au tourisme fiscal de la ministre des Finances, Ensemble à Gauche Vaud a demandé une expertise fiscale indépendante. Notre coalition a également proposé une modification de la loi sur les droits politiques qui imposerait d'être domicilié-e fiscalement depuis au moins 3 mois pour se présenter aux élections. Après la « Lex Ted Robert », la « Lex Dittli ».

Guillaume Matthey

BILAN DE LA SEMAINE DE LA DURABILITÉ À NEUCHÂTEL

Du 6 au 12 mars, s'est déroulée la 5^e édition de la Semaine de la Durabilité à Neuchâtel (SDNE). Cet événement, ayant simultanément lieu dans une vingtaine d'universités en Suisse, a été organisé par des étudiant-e-x-s de l'Université de Neuchâtel (UniNE).

Durant cette semaine, se sont tenus, entre autres, des conférences, dont une de solidaritéS sur l'écোসocialisme, des stands au marché, un jeu de rôle et une pièce de théâtre d'improvisation. Une semaine riche, mais dont l'organisation et les résultats rappellent des problèmes rencontrés plus largement par les mouvements sociaux.

Il est regrettable que l'UniNE ne participe pas plus dans l'organisation de la SDNE, autrement que financièrement. Elle aurait par exemple pu davantage s'impliquer dans la communication des événements. Le comité a aussi été déçu de constater que les membres de l'UniNE n'ont pas été présent-e-x-s lors d'événements, notamment la commission

UniD (organisme dédié au développement durable). Alors que l'UniNE s'est récemment dotée d'un guide autour de la durabilité de ses événements (sans parler de l'appliquer), force est de constater que la sensibilisation à cet enjeu repose principalement sur des membres de la communauté universitaire bénévoles, leur laissant peu de temps pour construire une mobilisation plus radicale. Comment comprendre le désintérêt de l'université pour l'urgence climatique, qui se contente d'un plan climat mou, avec de la compensation carbone dont on sait aujourd'hui l'inefficacité, et d'un simple soutien financier, alors que ce sont les forces vives qui manquent avant tout ? Concernant le public touché, il est à noter que les participant-e-x-s étaient en grande partie

des proches des membres du comité et/ou des habitué-e-x-s des milieux de gauche. Cela illustre deux problèmes dont les SDNE à venir comme bien des mouvements de gauche doivent se saisir dès aujourd'hui : ne prêcher que des convaincu-e-x-s, et manquer de forces par absence d'une mobilisation large. Comment comprendre le relatif engagement de la communauté universitaire neuchâteloise autour des enjeux sociaux et climatiques autrement que comme un double échec de l'institution : d'abord à enseigner un regard critique sur la société et ses problèmes à l'ensemble de sa communauté, mais aussi à construire l'université comme espace où ce regard critique peut devenir force de mobilisation ?

Margaux et Florent pour le comité de la SDNE



Queer

Santé

CHEMSEX: SUJET POLITIQUE?

Le 10 février 2023, le comédien français Pierre Palmade prend le volant sous l'emprise de stupéfiants et provoque un grave accident. S'ensuit une tornade médiatique sur la question des drogues et du sexe. Mais face à cette déferlante sans fin, est-il possible de proposer un contre-discours ?

Comment une histoire d'accident de la route peut-elle se transformer aussi rapidement en panique médiatique et morale sur les consommations de drogue ? Tous les plateaux de télévision français ont désormais parlé du *chemsex*. Dans la vision des milieux de prévention, il s'agit du fait de consommer des drogues dans l'intention d'avoir des relations sexuelles. Le plus souvent les substances utilisées sont des cathinones – des produits de synthèse évoluant sur le marché gris. Bien sûr, leur utilisation peut être couplée à d'autres produits (cocaïne, kétamine, alcool, poppers, stimulants d'érection, etc.) mais il s'agit d'une pratique spécifique qui est particulièrement présente dans le milieu gay.

Néanmoins cette spécificité doit être comprise dans un contexte

plus large, car l'acte d'avoir des relations sexuelles sous produits n'est bien sûr pas la prérogative des hommes gays. Il est en effet assez connu que nombre de gens consomment – ou ont consommé – de l'alcool ou d'autres substances avant ou en conjonction d'un rapport, ce qui est relativement accepté socialement. De manière générale, une majorité de gens consomment des produits, point. Ce n'est pas un problème en tant que tel évidemment, le problème se situe dans le fait de conduire sous l'influence de substances.

De plus, dans une société qui continue de valoriser le transport en voiture individuelle aux dépens des autres types de mobilité et d'urbanisme, il serait temps d'avoir une vraie discussion sur les dangers qu'elle représente. Les habitudes sociétales légitiment

l'utilisation de la voiture dans tous les cas. Prenons en compte qu'il était permis jusqu'à récemment encore de conduire éméché.

Si les actions de Pierre Palmade doivent nous rappeler une chose, c'est que la voiture est un problème en soi, d'autant plus sous drogues. Si des actions telles que le 30 km/h généralisé, le développement des transports publics ou encore un urbanisme intelligent peuvent aider, c'est fondamentalement la fin de la suprématie des voitures qu'il faut demander.

Coupable Abject

Or, les actions de Pierre Palmade, évidemment répréhensibles, sont individualisées et associées à une déviance certaine – incarnée par sa pratique du chemsex. Pourquoi cela, alors que bien des gens ont pris le volant après trois verres ? Le spec-

tacle médiatique n'en veut pas ! Il est plus intéressant de jouer sur les peurs de la population générale et par conséquent renforcer l'image des hommes gays comme des pervers sexuels à la morale indigne.

Le chemsex devient donc un sujet d'importance nationale, nourri par des témoignages certes touchants mais alarmistes sur ces nouvelles drogues utilisées par les pervers dans des parties fines. Et il semblerait que c'est une tendance en progression, puisque plus de 40 % d'hommes pratiqueraient du chemsex une fois par mois et que cela toucherait désormais les femmes !

Peu importe que les chiffres des études citées soient absolument grossiers et qu'ils comptent comme « chemsexuels » des gens qui ont fumé un joint et le même mois eu une relation sexuelle, c'est l'audimat qui compte ! C'est une déferlante homophobe sur les télévisions françaises, en manque de raisons de pointer du doigt les « modes de vie » malsains des PDs. Apparemment selon un invité de *Touche Pas à Mon Poste*, nous ne nous limitons plus aux produits de synthèse, désormais nous consommons du sang d'enfants pour rester jeune...

Réduction des risques

La réalité est que le chemsex est effectivement un problème pour beaucoup d'entre nous. Il peut être fun d'avoir des relations sous drogues ou alcool mais il est vrai que cela demande des connaissances sur soi-même et sur les drogues. Tout comme il est facile de déraiper avec l'alcool, il est facile de déraiper avec des drogues, avec des conséquences parfois plus graves.

La solution ici n'est pas de pointer ces drogues et les sexualités non-hétérosexuelles comme un problème. Il s'agit, au contraire, de laisser les communautés qui pratiquent le chemsex prendre soin d'elles-mêmes, au travers du soutien de programmes communautaires, d'apprentissage des techniques de réduction des risques, d'accès à des pairs, des spécialistes en addictologie, etc. Les organismes de prévention existent mais doivent composer avec les politiques répressives des États, isolant les consommateurices de stupéfiants qui renoncent à demander de l'aide.

La culture de l'indignation et du pointage de doigts des chemsexuels ne sert à rien, laissons-leur déterminer ce qui est le mieux pour eux sans en faire un plat.

Seb Zürcher

«LE G DE LGBT, C'EST POUR LA GRÈVE!»

Dans les manifestations contre la réforme des retraites en France, le Pink Bloc réunit des militant·e·x·s et des collectifs qui font dialoguer luttes sociales et luttes pour les droits LGBT. Notre rédaction s'est entretenue avec Lisa, militante du Pink Bloc et membre de l'Assemblée féministe Paris pour la Grève féministe.

Peux-tu présenter rapidement le Pink Bloc ? Le Pink Bloc, qui se mobilise aujourd'hui dans le cadre de l'opposition à la réforme, existe sous sa forme actuelle depuis 2021. Il est composé de différents collectifs LGBT et féministes, comme Les Inverti·e·s, Fiè·re·s, les Féministes révolutionnaires ou encore l'Assemblée féministe Paris-Banlieue pour la Grève féministe.

La plupart de ces collectifs s'inscrivent dans une tradition politique marxiste et se sont réunis une première fois pour organiser un bloc anticapitaliste dans la Marche des fiertés de 2021. Le bloc réunit aussi des personnes qui n'étaient pas membres d'un collectif auparavant et qui participent aujourd'hui aux réunions d'organisation du bloc et aux manifestations dans notre tronçon.

Dans les manifestations, vous liez questions sociales et questions LGBT en revendiquant des répertoires d'action qui sont traditionnellement associés au monde syndical. Est-ce que tu peux nous expliquer d'où vient ce choix ? La tradition marxiste dans laquelle s'inscrivent les différents collectifs qui composent le bloc joue un rôle. Plus largement, on revendique le fait que les personnes LGBT sont pleinement inscrites dans la société capitaliste. Nos communautés ne vivent pas en autonomie, hors des rapports d'exploitation et de domination. On est donc concerné·e·x·s par toutes les luttes sociales qui défendent une amélioration générale des conditions de vie et d'existence et il y a un sens pour nous à mobiliser les mêmes outils que le reste du mouvement

social, comme la grève. Je pense aussi que le fait que plusieurs membres du bloc soient également actif·ve·x·s dans les syndicats a une influence positive. On entretient un bon rapport avec les syndicats, on essaie de travailler avec eux pour construire la lutte.

Peux-tu nous expliquer un peu mieux quels sont les facteurs qui précarisent particulièrement les personnes LGBT dans la réforme actuelle ? De manière générale, la réforme va pénaliser encore plus violemment les catégories les plus précaires et marginalisées de la population, dont les personnes LGBT. SOS Homophobie vient de sortir son rapport annuel sur les LG-BTphobies. Le travail est devenu le troisième lieu où des violences LGBTphobes se produisent, après la famille et les réseaux sociaux. Ça signifie que les personnes LGBT sont de plus en plus susceptibles d'être victimes de violence sur leur lieu de travail.

Entre les licenciements abusifs, les interruptions de carrière pour des raisons de santé mentale ou de parcours de transition, mais aussi les démissions pour fuir des environnements violents, nos parcours professionnels sont particulièrement hachés et seront donc fortement impactés par la réforme qui fait passer le nombre d'annuités de 42 à 43. C'est important de noter que ces discriminations touchent aussi d'autres catégories précaires de la population, qui sont d'ailleurs parfois des personnes LGBT : les femmes, les migrant·e·s, les réfugié·e·s.

Aujourd'hui, la question de la stratégie à adopter pour continuer la

lutte est l'objet de débats entre les différents acteur·rice·x·s du mouvement social. Quelles sont les positions du Pink Bloc sur la stratégie à adopter ? Pour nous, la meilleure stratégie pour gagner, et pour défaire l'adoption de la réforme par l'article 49.3, c'est la grève générale reconductible. L'unité dans la lutte entre les différents syndicats a été un élément décisif jusqu'à maintenant et on pense important de la maintenir le plus possible.

De notre côté, en plus du bloc dans les manifs, on essaie de participer collectivement à des actions de blocage, comme celles qui ont lieu depuis le 7 mars aux dépôts de camions des éboueurs à Paris. Les manifestations massives sont importantes, mais aujourd'hui ce n'est plus suffisant. Il faut multiplier les actions de blocage pour aller vers une grève générale. C'est la seule arme qui fera reculer le gouvernement.

Pour conclure, quelles modifications apporter au système de retraite actuel pour mieux prendre en compte les parcours LGBT ? En plus des revendications classiques de la retraite à 60 ans, du retour des 37,5 annuités et de l'indexation sur l'inflation, on exige la prise en compte des interruptions de carrière pour des transitions ou pour une PMA (procréation médicalement assistée), sur un modèle similaire à celui du congé maternité, qui ne considère pas le congé comme une interruption de carrière ayant des conséquences sur les annuités. On défend aussi le droit des travailleur·euse·x·s du sexe, qui sont pour beaucoup des personnes trans, migrantes et précaires, à cotiser et à bénéficier d'une retraite, comme le reste des travailleur·euse·x·s.

Propos recueilli par Noémie Rentsch

Manifestation contre la réforme des retraites, Paris, 7 mars 2023





Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Manifestation spontanée contre la réforme et l'utilisation du 49.3, Paris, 19 mars 2023

International France

LES BRAISES DE LA COLÈRE!

Juste après le passage en force du gouvernement Macron sur sa contre-réforme des retraites et, espérons-le, juste avant une amplification de la mobilisation pour empêcher la mise en œuvre de la Loi, notre camarade Joséphine Simplon, syndicaliste et militante du NPA, nous fait un point de la situation.

Depuis le 19 janvier, la France vit une mobilisation historique contre la réforme des retraites voulue par le seul exécutif. Des millions de salarié-e-s, de jeunes, de retraité-e-s sont dans la rue depuis deux mois à l'appel d'une intersyndicale nationale unie pour le retrait de cette réforme. Face à cela le gouvernement n'entend rien, il est plus que jamais isolé et minoritaire. Une crise politique d'ampleur vient de s'ouvrir !

Passage en force

Alors que les grèves reconductibles se poursuivent dans un certain nombre de secteurs depuis le 7 mars, Macron a voulu en finir en imposant son texte sur les retraites sans aucun vote à l'Assemblée nationale par l'utilisation du 49.3. Cet article de la Constitution permet

de bâillonner les parlementaires en adoptant sans vote une loi.

L'usage du 49.3 montre que la mobilisation contre la réforme des retraites a réussi à ce que Macron et son gouvernement ne puissent pas avoir de majorité, malgré le soutien affiché des Républicains et les accords passés notamment au Sénat. Rappelons que la « majorité présidentielle » ne dispose que de 250 voix alors que pour être majoritaire il en faut 287. Force est de constater que les Républicains ne sont plus vraiment un groupe écoutant leurs dirigeants surtout à la lumière de cette mobilisation. En effet, l'un des aspects importants de cette mobilisation, c'est qu'elle est ancrée dans l'ensemble des territoires en particulier dans les zones rurales et les petites agglomérations.

Les élu-e-s membres des Républicains sont donc percuté-e-s de plein fouet par l'électorat populaire vent debout contre la réforme des retraites. La pression est donc très forte, bien plus forte que les « menaces » ou les « ordres » des dirigeant-e-s de parti. Le vote était donc risqué pour le gouvernement, il a préféré enjamber l'obstacle et s'asseoir sur la démocratie.

Détonateur

Force est de constater que l'utilisation du 49.3 le 16 mars a permis de redynamiser la mobilisation. En effet, le mouvement était arrivé à un essoufflement où l'objectif de mettre le pays à l'arrêt le 7 mars n'avait pas vraiment fonctionné et n'avait pas permis d'augmenter le niveau d'affrontement nécessaire, en particulier dans les secteurs les moins grévistes.

Seuls les secteurs ayant appelé à la grève reconductible à partir du 8 mars se sont maintenus : SNCF, énergie, voirie, raffineries même si partout sur le territoire, il y a eu des journées d'actions, des blocages et des manifestations; maintenant ainsi un climat social important.

Dans cette situation, le 49.3 a donné un coup de fouet immédiat en ravivant toutes les mobilisations et les colères. Un certain nombre de secteurs qui jusque-là n'étaient pas arrivés à rentrer fortement dans la mobilisation se sont prononcés pour la grève reconductible. Par exemple, le secteur de la culture ou la jeunesse, qui sont tous les soirs dans la rue depuis le 16 mars. Ou encore, les blocages d'universités qui deviennent de plus en plus importants et massifs.

Au scandale démocratique pour une majorité de la population est venue s'ajouter l'injustice sociale. Depuis le 16 mars, des manifestations spontanées ont lieu sur l'ensemble du territoire et, avec elles, la répression policière qui s'amplifie chaque soir avec des centaines d'arrestations, de garde à vue et de violences en tout genre.

Crise politique majeure

Lundi 20 mars, le gouvernement est passé à 9 voix près de la destitution par l'Assemblée nationale, prouvant une fois de plus sa faiblesse. Plus que jamais, l'heure est à la construction et l'amplification de la mobilisation.

La journée de grèves et de manifestations du 23 mars appelée par l'intersyndicale doit être encore plus intense que la précédente pour gagner. Au-delà se pose aussi plus que jamais la question de l'alternative à ce système, avec entre autres la construction d'une plateforme revendicative à opposer à ce pouvoir : pour le retrait de la réforme, pour des augmentations de salaires, pour une transition écologique, des moyens pour les services publics. Mais aussi la nécessité d'en finir avec cette V^e République et la mise en place d'une assemblée constituante pour poser la question de qui décide, de quelles doivent être les priorités d'une organisation sociale au service de la majorité de la population.

Depuis le 19 janvier, la mobilisation contre la réforme des retraites est devenue un conflit politique entre les classes possédantes et les classes populaires. Elle doit trouver une issue dans la victoire du monde du travail et de la jeunesse. C'est le sens de la mobilisation actuelle qui est loin d'être terminée !

Joséphine Simplon



Manifestation contre le projet de privatisation de la distribution de l'eau, Athènes, 20 mars 2023

International Grèce

COLLISION NÉOLIBÉRALE: 57 MORT·E·S

Le 1^{er} mars 2023, au centre de la Grèce, un train de marchandises est entré en collision frontale avec un train transportant 350 passagers·ères. Le bilan est terrible : au moins 57 mort·e·s et de nombreux·euses blessé·e·s. La politique néolibérale (privatisations, diminution du personnel, infrastructures laissées à l'abandon, etc.) portée par les gouvernements grecs depuis 2010 est directement responsable.

Face à l'émotion immense, le premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, a nié toute responsabilité politique, accusant une « erreur humaine ». Le choc s'est transformé en intense colère contre lui.

Totalement hors d'usage depuis deux ans, alors qu'il est en cours d'installation depuis 2014, le système de sécurité qui aurait pu éviter l'accident a été remplacé en 2020 par un processus s'effectuant manuellement. Contrainte par le plan d'austérité du Mémoire de 2010, la compagnie OSE, propriétaire des rails, a réduit de son personnel de 2800 à 800 agent·e·s. Un nombre insuffisant pour garantir cette gestion manuelle sans danger. À cela s'ajoute une sous-qualification du personnel.

Ces deux dernières années, face à la multiplication des incidents, les syndicats de cheminot ont tenté de tirer la sonnette

d'alarme allant jusqu'à faire grève. Leurs alertes ont été traitées avec mépris : la direction de l'OSE et le ministre des transports allant jusqu'à utiliser la loi antigrève pour déclarer leur mouvement illégal ! La démission du directeur de la sécurité de la compagnie, en avril 2022, qui s'alarmait de l'état du réseau ferroviaire n'a pas empêché le ministre des transports de s'attaquer, une semaine avant la catastrophe, à celles et ceux qui remettaient en question le niveau de sécurité des trains.

Cette catastrophe a suscité la plus grande mobilisation que le pays a connu depuis 2012, culminant avec le succès de la grève générale du 16 mars. Sur le point de déclarer des élections anticipées pour le 9 avril, effrayé, le gouvernement a pour l'heure abandonné ce plan, espérant que le grand mouvement de contestation à son encontre

s'éteigne. Pour le moment, Mitsotakis, en pleine panique, change de récit sur les responsabilités de l'accident tous les deux jours tout en essayant, sans succès, de réprimer les manifestations par de violentes répressions policières. Mais les mobilisations se multiplient !

La prise de conscience du cadre privatisé et marchand imposé par le capitalisme, via la troïka et les néolibéraux, semble s'installer. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de droite d'essayer en ce moment précis de passer la privatisation de l'eau au parlement !

Opposition divisée

À gauche, Syriza ne semble pas en profiter, du moins dans les sondages, car son gouvernement est crédité de la vente des chemins de fer en 2017.

Le reste de la gauche, réformiste ou radicale, se trouve impliquée

dans le mouvement de protestation, mais en dispersion, tant du point de vue programmatique que du point de vue organisationnel. Le PC (KKE), qui a eu une intervention moins sectaire que d'habitude, a cependant émis une théorie selon laquelle ce ne serait pas la propriété qui aurait une incidence, mais simplement la qualité du service. Il a donc refusé d'exiger la renationalisation des chemins de fer.

Quant aux autres forces radicales ou anticapitalistes, elles ont traversé une période d'intenses débats sur une éventuelle présentation unitaire aux élections, qui n'a débouché que sur la répétition de la dispersion. Une partie (LAE-Unité Populaire) préférant l'alliance avec DiEM 25, sur des critères purement électoralistes. ANTARSYA n'a également pas été à la hauteur d'une nécessaire alliance, préférant la propagande abstraite d'un « programme » de dénonciation de tout le monde. Anametrissi (une organisation issue d'une recomposition des courants venant de Syriza et d'ANTARSYA et où militent nos camarades de TPT-4) a essayé depuis l'été dernier de lancer une perspective unitaire ; mais devant l'échec de l'initiative, elle a décidé de ne pas ajouter de la division à la division et ne se présentera qu'aux élections municipales du mois d'octobre en poussant vers une recomposition plus locale de la gauche radicale et anticapitaliste.

Réveil populaire

Il est vrai que les luttes actuelles changent la donne, y compris au niveau électoral, mais dans un sens ouvert, dans la mesure où elles commencent à remettre en question la « TINA » (*there is no alternative*) au niveau de la conscience de la masse des gens. Le changement du climat en Grèce est évident. La politique ultralibérale du gouvernement (privatisations, étranglement du secteur public, etc.) est critiquée ouvertement.

La population du pays semble se réveiller de l'hypnose qui régnait depuis l'apparition du Covid. Les lycéen·e·s et étudiant·e·s se sont mis·es massivement à la tête des mobilisations. Les syndicats suivent. La mobilisation de la base va sûrement offrir un meilleur cadre pour les luttes futures et déboucher peut-être aussi à une recomposition politique des équipes militantes réelles. Les jours à venir nous montreront la profondeur et l'ampleur du mouvement, mais une chose est sûre : rien n'est plus comme avant.

Nikos Symeonidis

ANTISPÉCISME ET ÉCOSOCIALISME: FRAGMENTS D'UNE CRITIQUE

Dans le numéro 416, nous avons ouvert un débat sur la possibilité d'intégrer la cause animale à notre cadre théorique. Daniel Süri s'interroge sur la possibilité que l'antispécisme défendu par Axelle Playoust-Braure dans l'entretien publié puisse nous enrichir théoriquement.

Un des obstacles majeurs à un débat théorique réside dans la relation distendue qu'entretient la galaxie antispéciste avec les acquis conceptuels des sciences de la vie et de la Terre. À tel point que l'on a pu dire que l'ambition de l'antispécisme était de « *dénaturaliser la séparation entre les espèces [et de] dénaturer les relations interspécifiques entre les animaux non humains [...]* » comme le fait

le professeur d'anthropologie Joël Candau dans le dictionnaire de cette discipline, *Anthropen*.

Pour l'antispécisme, il existe en effet une continuité forte entre le monde animal et les humains, qui doit rendre solidaires ces derniers du premier. En vérité, d'une partie seulement du monde animal, on le verra plus bas. Ce continuum apparaît clairement dans le passage suivant de l'article à propos de la

solidarité animale « *Nos luttes sont communes parce que l'on vit des oppressions entrelacées et qu'on partage un sort commun [...]* ». Reste à savoir ce que peut bien recouvrir cette projection des luttes sociales sur un segment du monde animal...

De l'analogie et de ses limites

On voit ainsi comment fonctionne, très souvent par analogie, la réflexion antispéciste, qui part d'expériences – et de concepts qui les traduisent – dans la société humaine pour les décaler sur une réalité animale. Or l'analogie est toujours une hypothèse dont le deuxième terme doit être vérifié. Elle a une fonction pédagogique, mais n'est pas un élément de preuve. Ces preuves matérielles font défaut dans la pensée antispéciste, qui n'est pas un matérialisme.

Ses pères fondateurs se situent bien plus du côté de la philosophie morale ou du droit des animaux. Difficile dès lors de voir comment un courant théorique, le matérialisme historique et sa transcription politique, peut s'enrichir d'une réflexion de ce type. Dans *Un monde à changer*, Daniel Bensaïd se demandait s'il était vraiment nécessaire de « *moraliser l'écologie au point de susciter des transcendances qui évoquent les anciennes théologies naturelles et la sacralisation du vivant.* »

Écologie, écosocialisme et antispécisme

La principale revue théorique en langue française, *Les Cahiers antispécistes*, qui ont cessé de paraître en 2019, a eu le temps de préciser cette désapprobation des concepts qui structurent l'écologie conçue

comme une science. Biodiversité, écosystèmes, espèces ne trouvent pas grâce, ou si peu, aux yeux de ses rédacteurs-trices.

Ce sont en effet des concepts qui se préoccupent de l'existence de communautés, alors que seuls les individus comptent pour les antispécistes, car ce sont les individus qui souffrent et non pas les écosystèmes ou les espèces. Cette notion de capacité à ressentir souffrance ou bonheur est centrale, sous le vocable de sentience.

Pour Axelle Playoust-Braure, elle est à l'origine de son engagement. Or, ne reposant sur aucune base objective matérielle, elle est plutôt floue, son extension variant selon les auteurs et les autrices. Malgré cette indétermination, elle a pour fonction de désigner quels sont les animaux dignes d'empathie, à qui l'on doit épargner toute cruauté, et les autres.

Véganes militant·e-s, les antispécistes n'ont pas la reconnaissance du ventre. Car la qualité de leur alimentation dépend très largement du travail souterrain et invisible de millions d'animaux, ceux qui peuplent le sous-sol, et qui ne bénéficient pas du label « sentients ». Label octroyé en toute souveraineté par des membres de l'espèce humaine à certaines catégories d'animaux, comme le rappelle Joël Candau : « *Expression marginale, mais originale du tropisme humain prométhéen et, plus particulièrement, de l'idéal et de l'illusion de domination de l'ensemble des phénomènes naturels qui est au cœur des sociétés modernes, l'antispécisme est, à l'opposé de ses vœux, foncièrement spéciste puisqu'aucune autre espèce que la nôtre n'a la prétention de régenter les habitudes alimentaires dans l'ensemble du règne animal.* »

L'écosocialisme repose sur une approche bien différente. Ian Angus, l'éditeur canadien de *Climate and capitalism*, le dit clairement dans son introduction à son recueil *A Redder Shade of Green : Intersections of Science and Socialism* : « *La manière dont nous construisons le socialisme, et le type de socialisme qui peut être construit, seront profondément façonnés par l'état de la planète sur laquelle nous devons le construire. Si notre analyse politique et notre programme ne s'appuient pas sur les sciences naturelles, nos efforts pour changer le monde seront vains.* » La lutte contre les traitements cruels d'animaux peut réunir écosocialistes et antispécistes; la recherche de fondements théoriques communs, certainement pas.

Daniel Süri

Grève du climat, Lausanne, 4 septembre 2020



Martin Peikert



Grève du climat, Lausanne, 4 septembre 2020

Écologie National

FACE À LA PEUR DE MANQUER D'ÉLECTRICITÉ, UNE FORCE PROPOSITIONNELLE DE CHANGEMENT DE SYSTÈME

L'année 2022 a été marquée par l'invasion russe en Ukraine et les faibles sanctions prises à l'égard du régime de Poutine ont agité les spectres de la pénurie d'énergie. Le groupe écosocialiste de solidarités Vaud a travaillé sur un programme d'urgence avec des propositions concrètes à mettre en œuvre au plus vite dans le contexte suisse.

Le dérèglement climatique ne cesse de manifester ses conséquences désastreuses : sécheresses précoces, inondations, canicules répétées. En 2021, les émissions mondiales de CO₂ ont augmenté de 6 %, une croissance jamais atteinte jusque-là. La guerre en Ukraine a débuté il y a plus d'un an et la nécessité éthique de rompre le commerce avec le régime russe nous montre la voie d'une reconfiguration de l'approvisionnement et de la gestion de l'énergie.

Bien sûr, les logiques de la Bourse ont amené une augmentation des prix des énergies fossiles comprenant le taux de marge des raffineurs qui a été multiplié par plus de 2300 % en un an.

Crise de l'énergie, crise globale

Aujourd'hui, la Suisse dépend des importations en énergie à hauteur de 72 %. Dans un contexte où l'absurdité pousse les eurodéputé-e-s à classer le gaz et le nucléaire dans

les énergies renouvelables, il est temps de faire le point sur les vrais changements à mettre en place afin de lutter contre la catastrophe climatique.

Sortir de cette dépendance exige une autre politique, une politique écosocialiste qui définit comme biens communs les moyens de production, comme l'énergie elle-même. En attendant la mise en place des mesures permettant de s'émanciper du marché libre, un contrôle des prix, avec un

prix plafond accessible à tou-te-x-s, est à mettre en place. Notre programme propose que « la différence entre le prix plafond et le prix du marché est assurée par les rentrées d'un impôt spécial prélevé sur les surprofits indécents réalisés par les superriches. »

Quelques pistes

Concernant l'énergie solaire, la politique actuelle d'incitation des propriétaires par des subventions est attaquée : « les mesures d'urgence doivent faire que dans deux ans, la totalité des toitures pouvant produire du solaire soient couvertes de panneaux. Un service public fédéral de l'énergie devrait être mis sur pied afin de piloter ce programme. Panneaux solaires et énergie produite sont un bien commun. » Cette perspective n'est pas utopique : actuellement la part publique de la production d'électricité sur le territoire est de 89,1 %. Toutefois, services industriels et autres acteurs suivent encore trop souvent les règles du marché.

Cette gestion de l'énergie par la collectivité ne peut cohabiter avec les objectifs de profits du secteur financier basé en Suisse. Le programme d'urgence demande : « le séquestre des bénéfices et l'interdiction des investissements dans les énergies fossiles. » Afin de ne pas tomber dans le piège du *New Public Management* comme c'est trop souvent le cas dans des entreprises du secteur public, le contrôle par les travailleur-euse-x-s est essentiel. Les usager-ère-x-s devront aussi être consulté-e-x-s régulièrement : « cette extension de la démocratie est une nécessité de la prise en charge de la lutte contre le dérèglement climatique, garante de la justice sociale qui doit en être le complément indispensable. »

Concernant les transports, là aussi le groupe écosocialiste invite à les penser comme un bien commun. Ainsi, une priorité absolue à la mobilité douce et aux transports publics est définie. Cela va de pair avec la gratuité des transports publics et une meilleure offre sur tout le territoire.

Afin de produire moins, le groupe développe l'argument de travailler moins afin de produire moins et vivre mieux. Ce qui permettra aussi de mieux répartir le travail entre chacun-e.

Manon Zecca

Le texte complet du programme d'urgence écosocialiste est disponible sur notre site. Les citations de l'article en sont tirées.



U.S. Marine Corps / Marcos A. Alvarado

En mars 2023, les armées étasuniennes et japonaises ont réalisé un exercice conjoint de grande envergure en mer des Philippines.

International

ESCALADE EN UKRAINE OU EN ASIE?

La peur d'une escalade militaire en Ukraine, débouchant sur une extension géographique du conflit, apparaît régulièrement dans certains courants politiques et pacifistes. Les nouvelles annonces de fournitures d'armes ravivent ce débat. Or, la véritable escalade a lieu en Asie.

Rappelons que durant la longue guerre du Vietnam, l'escalade massive des moyens matériels et humains (plus de 500 000 soldats américains à l'apogée de l'intervention) n'a jamais débouché sur un risque de confrontation directe entre l'URSS et les États-Unis.

L'escalade permanente de la Russie

L'offensive en Ukraine de 2022 a eu lieu sur tous les fronts et pas seulement sur quelques régions comme en 2014. L'ensemble des moyens militaires (à part les armes nucléaires) a été utilisé : aviation, chars d'assaut, navires, artillerie, missiles, troupes aéroportées.

Les cibles visées n'étaient pas seulement militaires, mais aussi civiles : zones d'habitation, centrales électriques, infrastructures énergétiques. Ces bombardements se poursuivent. Des exécutions sommaires et des déportations de population ont accompagné les opérations militaires de Poutine.

Les forces d'agression sont parties des zones occupées du Donbass, mais aussi de Russie et d'un pays étranger, la Biélorussie.

Les menaces nucléaires

L'occupation de la centrale atomique de Zaporijjia, dont les six réacteurs fournissaient encore 20 % de l'électricité de l'Ukraine au début du mois de mars 2022, la rend vulnérable à de graves dysfonctionnements, qui pourraient provoquer une catastrophe radioactive. La situation reste instable et imprévisible.

La Russie a également utilisé le blocus des exportations de céréales. Les conséquences de cet acte ne concernaient pas que l'Ukraine mais s'étendaient à des dizaines de pays dont les populations seraient les premières victimes. Finalement, des accords temporaires ont été négociés pour permettre le passage des navires céréaliers. Mais ces accords doivent être renouvelés tous les quatre mois, ce qui donne à la

puissance navale russe un droit de veto pour bloquer ces exportations.

La mobilisation partielle a constitué un nouveau moment d'escalade, intégrant plus de 300 000 nouveaux soldats au sein des armées russes.

Cette énumération met en évidence des moyens de guerre de haute intensité, bien davantage que pour les opérations de police extérieure antérieures, comme en Géorgie ou dans le Haut-Karabakh.

Quelle fourniture d'armements supplémentaires ?

Constatons déjà que beaucoup de pays de l'OTAN ont rechigné à répondre aux demandes de livrer des armes. Soit des refus polis, soit des fournitures partielles, voire symboliques, sans beaucoup d'effet sur la supériorité militaire, mais avec beaucoup de battage médiatique. Certaines de ces fournitures sont du matériel ancien, voire d'origine soviétique ! Les réticences de

Macron et de Scholz ont empêché les forces ukrainiennes d'avoir une supériorité décisive en automne 2022 et d'avancer rapidement au Donbass.

La France et l'Allemagne semblent davantage intéressées par le gel du conflit et le fait d'éviter un effondrement militaire russe, qui pourrait ouvrir une période d'instabilité politique. Pour certaines armées, cela permet de justifier un remplacement par du matériel neuf *made in USA*.

Les nouvelles annonces d'approvisionnement, soit quelques dizaines de chars et quelques avions, ne vont pas constituer un changement qualitatif. Ils peuvent se révéler utiles seulement si l'armée russe s'affaiblit dans des combats d'usure.

Ces livraisons ont aussi révélé l'état de faiblesse et de sous-équipement de beaucoup d'armées européennes de l'OTAN, en particulier dans le domaine des munitions. Cette situation démontre que les forces de l'OTAN n'avaient pas les capacités pour menacer la sécurité de la Russie par des activités militaires. La « menace de l'OTAN » invoquée par Poutine est un mythe.

La véritable escalade est en Asie

La fixation sur l'OTAN empêche de considérer le danger des nouvelles situations qui se déroulent dans la région Asie-Pacifique. L'accord QUAD (États-Unis, Australie, Inde, Japon) devient plus actif. L'alliance AUKUS (Australie, Royaume-Uni et États-Unis) vient de décider la construction d'une nouvelle génération de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire. L'inclusion de l'Australie dépasse le simple équipement. Ce pays deviendrait une base active dans la perspective d'endiguement de la Chine.

Ces alliances stratégiques viennent s'ajouter aux nombreuses infrastructures militaires déjà présentes dans cette zone du monde. Pour les États-Unis, elles s'ajoutent à toute une série de politiques financières et économiques destinées à garder coûte que coûte la suprématie mondiale. Après l'éviction de multinationales chinoises (Huawei, TikTok) vient le financement public massif dans le domaine des puces électroniques (Chips Act). L'ensemble de ces éléments est à considérer comme une menace d'embrasement bien plus sérieuse que la fourniture au compte-gouttes à l'Ukraine de quelques chars et de quelques avions.

José Sanchez

UNE HISTOIRE CRITIQUE DE LA GAUCHE RADICALE EN SUISSE ROMANDE

Il y a quelques semaines, solidarités Vaud ouvrait son cycle de formation interne par une séance revenant sur les enjeux qui ont jalonné la construction cantonale de notre mouvement et qui s'appuyait sur un important travail d'archives.

Jean Michel Dolivo, Daniel Süri et Magdalena Rosende sont revenu-e-s sur les origines de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (LMR), organisation née au début des années 1970, à laquelle ont participé activement plusieurs camarades qui ont par la suite fondé solidarités Vaud. L'enjeu était alors de se construire en rupture avec le stalinisme et en opposition au réformisme étatique, une position minoritaire au sein de la gauche.

Jusque dans les années 1980, les militant-e-s de la LMR construiront le mouvement principalement autour de la solidarité internationale, de la défense des intérêts de la classe ouvrière et de revendications antimilitaristes. Le contexte politique suisse de cet époque, marqué notamment par l'anticommunisme de la guerre froide, par des politiques discriminatoires envers les ouvrier-ère-s du sud de l'Europe et par une limitation du droit d'asile pour les réfugié-e-s de la dictature d'Augusto Pinochet, les poussent à des prises de position contre la xénophobie.

Le climat politique des années 1980, marqué par les offensives des gouvernements Reagan et Thatcher contre le mouvement ouvrier et la gauche en général, avec l'accord tacite de la social-démocratie, laisse les organisations anticapitalistes affaiblies. En réaction à la montée du libéralisme et dans une volonté de s'intégrer socialement dans le monde du travail, la LMR devient alors le Parti Socialiste Ouvrier (PSO). La chute du Mur de Berlin en 1989 et la disparition de l'URSS en 1991 signent le passage vers un capitalisme triomphant et mondialisé, sans véritable résistance du mouvement ouvrier.

Face à l'intégration d'une partie de ses membres dans les partis institutionnalisés (Verts/PS) ou dans les bureaucraties syndicales, la gauche anticapitaliste suisse doit se recons-

truire. solidarités Vaud naît de la volonté d'une partie des membres du PSO d'opter pour une stratégie de front uni, pluraliste, dépassant l'idéal de l'unité ouvrière, en y intégrant des perspectives féministes, écosocialistes et antiracistes.

Mouvement féministe et gauche radicale: une histoire mouvementée

Les intervenant-e-s sont également revenu-e-s sur l'histoire des luttes féministes de ces décennies et sur leurs liens avec la gauche radicale.

Dès les années 1970, certains collectifs féministes s'organisent en non-mixité en marge des partis de gauche, dont elles dénoncent les logiques patriarcales. Les militantes proposent une analyse marxiste de l'oppression spécifique des femmes. Elles thématisent la question du travail gratuit, des inégalités d'accès à la santé ou la formation, via un répertoire allant d'actions sym-

boliques provocatrices à la création de centres de femmes, de dispensaires ou de bibliothèques autogérées. Les revendications tournent aussi autour de la justice reproductive et du droit à l'IVG.

Au souffle radical des années 70 succède une période d'institutionnalisation et de professionnalisation des revendications et des modes d'action. Dès 1981, les revendications liées à l'égalité formelle, notamment salariale, prennent de l'importance. Elles sont portées en priorité par les femmes des syndicats, qui seront à l'origine de la première grève des femmes, le 14 juin 1991, moment historique de convergence entre différents pôles du féminisme suisse. Au début des années 2000, les luttes féministes autonomes et auto-organisées connaissent une forme de déclin. Des collectifs locaux s'organisent toujours dans différentes villes mais il n'existe pas de mouvement

coordonné à l'échelle nationale. Le nouveau souffle féministe qui secoue la planète depuis 2015 et place la lutte contre les violences sexistes et sexuelles comme enjeu central, finira par atteindre la Suisse, le 14 juin 2019, au terme d'une année de mobilisation d'ampleur historique. Ce nouveau mouvement est porté par des syndicalistes, des membres d'organisations politiques comme solidarités et de nouvelles militantes.

Il existe ainsi un lien historique entre gauche radicale et luttes féministes en Suisse, qui semble avoir survécu aux périodes de creux des mobilisations. Un lien qui n'est pas épargné par la conflictualité et les rapports de force, mais qui montre la nécessité d'un engagement de nos organisations sur les questions féministes.

Une formation sur notre histoire: quelle fonction pour le mouvement?

Un retour sur notre histoire collective nous offre la possibilité de nous rencontrer autrement. Le récit prend forme à travers les anecdotes de nos camarades sur leurs tentatives de prolétarianisation dans les usines ou par les archives de tracts qu'elles ont rédigés, distribués et gardés précieusement dans des classeurs. Il nous permet également de comprendre les processus qui ont permis d'élaborer les revendications que nous défendons actuellement et nous enjoint à repenser nos stratégies pour rester en phase avec un présent toujours en mouvement.

Gaara

Manifestation pour le droit à l'avortement, Lausanne, 1977



JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

418

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- ☐ Annuel fr. 80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- ☐ Soutien 150
- ☐ 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3	Logement Sombres perspectives pour les locataires	4	Racisme L'UDC monte une cabale contre les personnes dans l'asile	5	National Sauver une banque ou le climat ? Leur urgence et la nôtre	6	Genève Bienvenue en Inégalistan!	7	Vaud Il faut indexer pleinement la fonction publique... et la déclaration fiscale de Valérie Dittli	8	Santé Chemsex: sujet politique ?	9	Queer « Le G de LGBT, c'est pour la Grève ! »	10	International France : les braises de la colère !	11	International Grèce : collision néolibérale : 57 mort-es	12	Écologie Antispécisme et écosocialisme: fragments d'une critique	13	Écologie Face à la peur de manquer d'électricité, une force propositionnelle de changement de système	14	International Escalade en Ukraine ou en Asie ?	15	Formation Une histoire critique de la gauche radicale en suisse romande
---	--	---	---	---	---	---	-------------------------------------	---	--	---	-------------------------------------	---	--	----	--	----	---	----	---	----	--	----	---	----	--



Clément Bindshaedler

VOTRE RUINE SERA NOTRE ROYAUME
Malgré les propriétaires véreux et la répression policière qui augmente de semaines en semaines, nous restons là, la rue nous appartient !